

La note d'évaluation et de planification sera établie après une large consultation des structures de concertation au niveau communal concernant les projets en faveur des groupes défavorisés et de l'intégration d'immigrés. La note d'évaluation indique dans quelle mesure la note d'orientation approuvée, citée à l'article 3, 1^o, a été réalisée et adaptée et dans quelle mesure les groupes cibles y ont participé. La note de planification montre de quelle façon la politique locale en faveur des groupes défavorisés et la politique d'intégration seront réalisées dans les deux années à venir.

4^o La commune et le Centre public d'aide sociale présenteront à l'administration compétente un plan des projets établi sur la base des notes locales d'évaluation et de planification.

Une note budgétaire détaillée ayant trait à tous les projets introduits indiquera comment, dans quelle mesure et par qui les moyens pour l'année concernée seront utilisés. Le plan des projets sera présenté avant le 1^{er} septembre 1995.

5^o Le plan des projets mentionnera, pour chaque projet, au moins les données suivantes :

- a) l'identification des organisations initiatrices et exécutrices;
- b) une définition concrète des objectifs;
- c) une définition du groupe cible;
- d) une esquisse des problèmes et de la situation;
- e) une description de la méthodologie et de l'évolution du projet, avec mention des personnes ou instances responsables de l'encadrement qualitatif;
- f) une planification phasée;
- g) une description des moyens nécessaires au niveau du financement, du personnel et de l'infrastructure, en précisant la participation financière sollicitée de la part de la Communauté flamande. La commune et le Centre public d'aide sociale sont tenus de communiquer, pour chaque projet, toutes les subventions réglementées, même internationales, de manière à éviter que les subventions soient utilisées à d'autres fins. La commune et le Centre public d'aide sociale sont tenus de démontrer l'épuisement de toutes les subventions réglementées, même internationales. Les projets ne peuvent en aucun cas bénéficier d'un subventionnement double de l'Etat;

h) les perspectives d'avenir pour chaque projet après le financement actuel.

§ 6. Le plan des projets comporte également la ventilation des moyens sollicités sur les dépenses des projets, subdivisés conformément aux articles 2, § 3 et 3, 4^o. Cette ventilation doit apparaître dans les notes budgétaires respectives de la commune et du Centre public d'aide sociale.

§ 7. Après l'approbation locale des notes d'évaluation et de planification et du plan des projets la commune et le Centre public d'aide sociale sont tenus de consulter les centres régionaux d'intégration en ce qui concerne les projets en faveur des immigrés. Les projets d'emploi et de formation seront soumis à l'avis du Comité subrégional d'Emploi par l'administration de la Famille et de l'Aide sociale - division de la Promotion du Bien-Etre social.

§ 8. Le conseil communal et le Conseil de l'aide sociale arrêtent les notes d'évaluation et de planification ainsi que le plan des projets. Les deux conseils inscrivent, chaque année, les crédits nécessaires à leur budget.

Art. 4. Les notes d'évaluation et de planification introduites et le plan des projets annuel sont approuvés par le Ministre compétent. Chaque année un arrêté ministériel est établi pour chaque commune.

Art. 5. Après approbation du plan des projets et de la note budgétaire, une avance de 80 % est octroyée en vue de l'exécution du plan des projets pour l'exercice 1995.

Un solde de 20 % est versé après contrôle, après approbation par le Ministre du rapport final mentionné à l'article 6. Si les pièces justificatives font défaut ou font apparaître des irrégularités, le remboursement total ou partiel de la subvention déjà versée est réclamé.

Art. 6. Après que les moyens ont été affectés, un rapport final sur l'utilisation des moyens est établi. Ce rapport est soumis à l'approbation du conseil communal et du conseil de l'aide sociale.

Art. 7. Les fonctionnaires de l'administration compétente sont chargés de veiller à l'exécution des projets et au respect des dispositions du présent arrêté conformément à l'arrêté royal n^o 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'affectation des subventions, et ses modifications ultérieures.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1995.

Art. 9. Le Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 3 mai 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Emploi et des Affaires sociales,

L. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 2210

[S - C - 29193]

15 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment les articles 4 et 5;

Vu l'accord intersectoriel de programmation sociale pour les années 1991-1994 applicable à l'ensemble du secteur public, relatif notamment à la révision générale des barèmes;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;
 Vu le protocole du 23 décembre 1994 du Comité de secteur IX;
 Sur la proposition du Ministre de l'Education;
 Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 février 1995;

Arrête :

Article 1^{er}. Les échelles de traitement des membres du personnel administratif des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française sont fixées avec effet au 1^{er} janvier 1993 comme suit :

Surveillant ou messenger-huissier

(18 ans)
 488 630 - 535 372
 3/1 4 512
 9/2 2 323
 1/2 2 924
 1/2 4 488
 1/2 4 887

Commis ou commis dactylographe ou commis sténo-dactylographe

(18 ans)
 504 990 - 658 078
 3/1 5 595
 5/2 7 775
 6/2 10 655
 2/2 16 749

Correspondant comptable

(20 ans)
 506 242 - 671 981
 3/1 10 481
 2/2 12 236
 8/2 13 728

Surveillant copiste ou surveillant en chef

(18 ans)
 488 628 - 560 162
 3/1 4 512
 3/2 2 323
 1/2 2 701
 8/2 6 041

Premier commis ou Premier commis dactylographe

(18 ans)
 504 990 - 666 157
 3/1 5 595
 3/2 7 775
 1/2 10 618
 9/2 12 271

Premier commis sténo-dactylographe

(18 ans)
 504 990 - 671 397
 3/1 5 595
 2/2 7 775
 1/2 11 362
 10/2 12 271

Premier correspondant comptable

(20 ans)
 568 363 - 828 208
 3/1 10 481
 8/2 17 462
 1/2 17 474
 4/2 17 808

Premier surveillant en chef

(18 ans)
 497 912 - 586 357
 3/1 6 353
 2/2 4 488
 10/2 6 041

Premier commis chef

(18 ans)
 565 452 - 773 590
 3/1 8 732
 11/2 13 970
 1/2 14 026
 1/2 14 246

Art. 2. Les échelles de traitement des membres du personnel administratif des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française sont fixées avec effet au 1er juillet 1993 comme suit :

Premier secrétaire comptable
(20 ans)

598 052 - 878 947
3/1 10 479
7/2 17 462
1/2 17 716
2/2 17 808
1/2 24 078
2/2 24 907

Assistant bibliothécaire
(20 ans)

592 230 - 929 742
3/1 10 481
5/2 23 285
1/2 23 422
7/2 23 746

Administrateur secrétaire
(20 ans)

711 560 - 1 075 180
3/1 10 481
1/2 23 479
13/2 23 746

Rédacteur ou Secrétaire comptable
(20 ans)

540 922 - 878 947
3/1 10 676
1/2 10 676
1/2 14 232
2/2 28 463
9/2 24 907

Premier rédacteur
(20 ans)

580 588 - 878 947
3/1 10 481
7/2 17 463
1/2 20 140
5/2 24 907

Art. 3. Les échelles de traitement des membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française sont fixées avec effet au 1er juillet 1993 comme suit :

Opérateur technicien
(18 ans)

540 922 - 878 947
3/1 10 676
1/2 10 676
1/2 14 232
2/2 28 463
9/2 24 907

Premier mouleur
(18 ans)

516 356 - 699 921
3/1 5 492
13/2 12 853

Luthier réparateur
(18 ans)

571 274 - 878 947
3/1 8 731
3/2 13 970
1/2 15 407
9/2 24 907

Premier luthier réparateur
(18 ans)

614 931 - 878 947
3/1 8 732
7/2 13 969
1/2 15 502
5/2 24 907

Premier opérateur technicien
(18 ans)

546 245 - 878 947

2/1 8 732

1/1 9 241

1/2 13 461

1/2 13 970

1/2 25 940

1/2 28 463

9/2 24 907

Art. 4. Les échelles de traitement des membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française sont fixées avec effet au 1er janvier 1993 comme suit :

Ouvrier d'entretien qualifié ou cuisinier
(18 ans)

504 990 - 658 078

3/1 5 595

5/2 7 775

6/2 10 655

2/2 16 749

Ouvrier qualifié ou préparateur
(18 ans)

504 990 - 658 078

3/1 5 595

5/2 7 775

6/2 10 655

2/2 16 749

Premier ouvrier d'entretien qualifié ou premier cuisinier
(18 ans)

504 990 - 658 078

3/1 5 595

5/2 7 775

6/2 10 655

2/2 16 749

Premier ouvrier qualifié
(18 ans)

(511 060 - 658 078)

3/1 6 353

11/2 9 004

1/2 12 166

1/2 16 749

Premier ouvrier d'entretien qualifié-chef d'équipe ou premier cuisinier chef d'équipe
(18 ans)

539 000 - 667 310

3/1 4 430

12/2 9 585

Magasinier ou premier ouvrier qualifié-chef d'équipe
(18 ans)

559 373 - 687 683

3/1 4 430

12/2 9 585

Mouleur
(18 ans)

511 521 - 658 078

3/1 6 353

2/2 4 488

1/2 6 040

1/2 7 279

1/2 7 775

6/2 10 655

2/2 16 749

Relieur d'art ou compositeur typographe
(18 ans)

504 990 - 665 580

3/1 5 595

1/2 10 521

12/2 11 107

Premier préparateur

(18 ans)

504 990 - 680 712

3/1 5 595

1/2 11 685

12/2 12 271

Premier relieur d'art ou premier compositeur typographe

(18 ans)

570 983 - 736 871

3/1 8 732

12/2 11 641

Premier préparateur chef d'équipe

(18 ans)

584 081 - 806 831

3/1 8 732

10/2 13 970

1/2 14 119

3/2 14 245

Aide-ouvrier d'entretien qualifié ou aide-cuisinier ou veilleur de nuit ou ouvrier d'entretien

(18 ans)

488 628 - 535 370

3/1 4 512

10/2 2 323

2/2 4 988

Est toutefois fixé dans l'échelle :

(18 ans)

488 630 - 560 162

3/1 4 512

3/2 2 323

1/2 2 699

8/2 6 041

le traitement des membres du personnel cités ci-avant comptant neuf années de services admissibles.

Art. 5. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 - 2210

[S - C - 29193]

15 MAART 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de schalen verbonden aan de ambten van het administratief personeel, van het meesters-, vak- en dienstpenseel van de inrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van 1 december 1970 houdende de bezoldigingsregeling van de leden van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpenseel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, inz. op de artikelen 4 en 5;

Gelet op de intersectoriële overeenkomst voor sociale programmering voor de jaren 1991-1994, geldend voor geheel de overheidssector, o.m. voor de algemene herziening van de weddeschalen;

Gelet op het protocol dd. 23 december 1994 van sectorcomité IX;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 februari 1995,

Besluit :

Artikel 1. De weddeschalen voor het administratief personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap worden vastgesteld als volgt, met ingang van 1 januari 1993 :

Opzichter of bode-kamerbewaarder

(18 jaar)

488 630 - 535 372

3/1 4 512

9/2 2 323

1/2 2 924

1/2 4 488

1/2 4 887

Klerk of klerk-typist of klerk-stenotypist
(18 jaar)

504 990 - 658 078
 3/1 5 595
 5/2 7 775
 6/2 10 655
 2/2 16 749

Rekenplichtig correspondent
(20 jaar)

506 242 - 671 981
 3/1 10 481
 2/2 12 236
 8/2 13 728

Opzichter-kopiïst of hoofdopzichter
(18 jaar)

488 628 - 560 162
 3/1 4 512
 3/2 2 323
 1/2 2 701
 8/2 6 041

Eerste klerk of eerste klerk-typist
(18 jaar)

504 990 - 666 157
 3/1 5 595
 3/2 7 775
 1/2 10 618
 9/2 12 271

Eerste klerk-stenotypist
(18 jaar)

504 990 - 671 397
 3/1 5 595
 2/2 7 775
 1/2 11 362
 10/2 12 271

Eerste rekenplichtig correspondent
(20 jaar)

568 363 - 828 208
 3/1 10 481
 8/2 17 462
 1/2 17 474
 4/2 17 808

Eerste hoofdopzichter
(18 jaar)

497 912 - 586 357
 3/1 6 353
 2/2 4 488
 10/2 6 041

Eerste hoofdklerk
(18 jaar)

565 452 - 773 590
 3/1 8 732
 11/2 13 970
 1/2 14 026
 1/2 14 246

Art. 2. De weddeschalen voor het administratief personeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap worden vastgesteld als volgt, met ingang van 1 juli 1993 :

Eerste secretaris-rekenplichtige
(20 jaar)

598 052 - 878 947
 3/1 10 479
 7/2 17 462
 1/2 17 716
 2/2 17 808
 1/2 24 078
 2/2 24 907

Assistent-bibliothecaris

(20 jaar)
 592 230 - 929 742
 3/1 10 481
 5/2 23 285
 1/2 23 422
 7/2 23 746

Beheerder-secretaris

(20 jaar)
 711 560 - 1 075 180
 3/1 10 481
 1/2 23 479
 13/2 23 746

Opsteller of secretaris-rekenplichtige

(20 jaar)
 540 922 - 878 947
 3/1 10 676
 1/2 10 676
 1/2 14 232
 2/2 28 463
 9/2 24 907

Eerse opsteller

(20 jaar)
 580 588 - 878 947
 3/1 10 481
 7/2 17 463
 1/2 20 140
 5/2 24 907

Art. 3. De weddeschalen voor het meesters-, vak- en dienstponeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap worden vastgesteld als volgt, met ingang van 1 juli 1993 :

Operateur-technicus

(18 jaar)
 540 922 - 878 947
 3/1 10 676
 1/2 10 676
 1/2 14 232
 2/2 28 463
 9/2 24 907

Eerste vormer

(18 jaar)
 516 356 - 699 921
 3/1 5 492
 13/2 12 853

Hersteller van muziekinstrumenten

(18 jaar)
 571 274 - 878 947
 3/1 8 731
 3/2 13 970
 1/2 15 407
 9/2 24 907

Eerste hersteller van muziekinstrumenten

(18 jaar)
 614 931 - 878 947
 3/1 8 732
 7/2 13 969
 1/2 15 502
 5/2 24 907

Eerste operateur-technicus

(18 jaar)
 546 245 - 878 947
 2/1 8 732
 1/1 9 241
 1/2 13 461
 1/2 13 970
 1/2 25 940
 1/2 28 463
 9/2 24 907

Art. 4. De weddeschalen voor het meesters-, vak- en dienstponeel van de inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap worden vastgesteld als volgt, met ingang van 1 januari 1993 :

Geschoold onderhoudswerkman of kok

(18 jaar)
 504 990 - 658 078
 3/1 5 595
 5/2 7 775
 6/2 10 655
 2/2 16 749

Geschoold werkmán of amanuensis

(18 jaar)

504 990 - 658 078

3/1 5 595

5/2 7 775

6/2 10 655

2/2 16 749

Eerste geschoold onderhoudswerkmán of eerste kok

(18 jaar)

504 990 - 658 078

3/1 5 595

5/2 7 775

6/2 10 655

2/2 16 749

Eerste geschoold werkmán

(18 jaar)

(511 060 - 658 078

3/1 6 353

11/2 9 004

1/2 12 166

1/2 16 749

Eerste geschoold onderhoudswerkmán-ploegbaas of eerste kok-ploegbaas

(18 jaar)

539 000 - 667 310

3/1 4 430

12/2 9 585

Magazijnbediende of eerste geschoold werkmán-ploegbaas

(18 jaar)

559 373 - 687 683

3/1 4 430

12/2 9 585

Vormer

(18 jaar)

511 521 - 658 078

3/1 6 353

2/2 4 488

1/2 6 040

1/2 7 279

1/2 7 775

6/2 10 655

2/2 16 749

Kunstboekbinder of handzetter

(18 jaar)

504 990 - 665 580

3/1 5 595

1/2 10 521

12/2 11 107

Eerste amanuensis

(18 jaar)

504 990 - 680 712

3/1 5 595

1/2 11 685

12/2 12 271

Eerste kunstboekbinder of eerste handzetter

(18 jaar)

570 983 - 736 871

3/1 8 732

12/2 11 641

Eerste amanuensis-ploegbaas

(18 jaar)

584 081 - 806 831

3/1 8 732

10/2 13 970

1/2 14 119

3/2 14 245

Hulponderhoudswerkmán of hulpkok of nachtwaker of onderhoudswerkmán (18 jaar)

488 628 - 535 370

3/1 4 512

10/2 2 323

2/2 4 988

Evenwel wordt vastgesteld in schaal :

	(18 jaar)
488 630	- 560 162
3/1	4 512
3/2	2 323
1/2	2 699
8/2	6 041

de wedde van voormelde personeelsleden mits zij 9 jaar in aanmerking komende diensten tellen.

Art. 5. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 15 maart 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap;
De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

F. 95 - 2211

15 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les échelles de traitement des fonctions du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté du 1^{er} décembre 1970 fixant le statut pécuniaire des membres du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, notamment les articles 4 et 5;

Vu l'accord intersectoriel de programmation sociale pour les années 1991-1994 applicable à l'ensemble du secteur public, relatif notamment à la révision générale des barèmes;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions;

Vu le protocole du 24 janvier 1995 du Comité de secteur IX;

Sur la proposition du Ministre de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 28 février 1995;

Arrête :

Article 1^{er}. Les échelles de traitement des membres du personnel administratif, personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de la Communauté française suivent l'évolution des échelles correspondantes des membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. Les échelles 300/4, 301/4, 302/4 et 310/4 sont constituées des échelles de base correspondantes augmentées d'un forfait de BEF 67 800.

Art. 3. L'échelle 330/1 est constituée de l'échelle 310/1 augmentée d'un forfait de BEF 113 000.

Art. 4. L'échelle 330/2 est constituée de l'échelle 310/2 augmentée d'un forfait de BEF 113 000.

Art. 5. L'échelle 230/3 est constituée de l'échelle 210/2 augmentée d'un forfait de BEF 189 000.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1996. Toutefois, une allocation d'attente sera accordée pour l'année 1995 aux membres du personnel visés à l'article 1^{er}. Elle sera fixée sur les mêmes bases de calcul et liquidée selon les mêmes modalités que celles adoptées pour les membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 7. Le Ministre de l'Education est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

Fonction de recrutement ou de sélection	Barème fonction publique correspondant			
	Entrée	Après 3 ans	Après 9 ans	Après 15 ans
Surveillant	400/1	401/1	402/1	410/1
Messager - huissier	400/1	401/1	402/1	410/1
Aide ouvrier d'entretien	400/1	401/1	402/1	410/1
Aide - cuisinier	400/1	401/1	402/1	410/1
Ouvrier d'entretien	400/1	401/1	402/1	410/1
Veilleur de nuit	400/1	401/1	402/1	410/1

Fonction de recrutement ou de sélection	Barème fonction publique correspondant			
	Entrée	Après 3 ans	Après 9 ans	Après 15 ans
Surveillant copiste	400/1	401/1	402/1	410/1
Surveillant en chef	400/1	401/1	402/1	410/1
Commis	300/1	301/1	302/1	310/1
Commis dactylographe	300/1	301/1	302/1	310/1
Commis sténodactylographe	300/1	301/1	302/1	310/1
Cuisinier	300/1	301/1	302/1	310/1
Ouvrier d'entretien qualifié	300/1	301/1	302/1	310/1
Ouvrier qualifié	300/1	301/1	302/1	310/1
Premier commis	300/1	301/1	302/1	310/1
Premier commis dactylographe	300/1	301/1	302/1	310/1
Premier cuisinier	300/1	301/1	302/1	310/1
Premier ouvrier qualifié	300/1	301/1	302/1	310/1
Premier commis sténodactylographe	300/1	301/1	302/1	310/1
Premier ouvrier d'entretien qualifié	300/1	301/1	302/1	310/1
Luthier réparateur	200/2	201/2	202/2	210/2
Premier luthier réparateur	200/2	201/2	202/2	210/2
Rédacteur	200/1	201/1	202/1	210/1
Premier rédacteur	200/1	201/1	202/1	210/1
Opérateur technicien	200/1	201/1	202/1	210/1
Secrétaire comptable	200/1	201/1	202/1	210/1
Premier secrétaire comptable	200/1	201/1	202/1	210/1
Correspondant comptable	200/1	201/1	202/1	210/1
Premier opérateur technicien	200/1	201/1	202/1	210/1
Premier correspondant comptable	200/1	201/1	202/1	210/1
Relieur d'art	300/4	301/4	302/4	310/4
Mouleur	300/4	301/4	302/4	310/4
Compositeur typographe	300/4	301/4	302/4	310/4
Premier mouleur	300/4	301/4	302/4	310/4
Premier relieur d'art	300/4	301/4	302/4	310/4
Premier compositeur typographe	300/4	301/4	302/4	310/4
Préparateur	300/2	301/2	302/2	310/2
Premier préparateur	300/2	301/2	302/2	310/2

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,

Ph. MAHOUX

Fonction de promotion	Barème fonction publique correspondant
Premier cuisinier chef d'équipe	320/1
Premier ouvrier d'entretien qualifié chef d'équipe	320/1
Premier ouvrier qualifié chef d'équipe	320/1
Assistant bibliothécaire	220/1
Premier préparateur chef d'équipe	330/2
Administrateur secrétaire	230/3
Magasinier	330/1
Premier surveillant en chef	420/1
Premier commis chef	330/1

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 - 2211

15 MAART 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de schalen verbonden aan de ambten van het administratief personeel, van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de inrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van 1 december 1970 houdende de bezoldigingsregeling van de leden van het administratief personeel, het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op de intersectoriële overeenkomst voor sociale programmatie voor de jaren 1991-1994, geldend voor geheel de overheidssector, o.m. voor de algemene herziening van de weddeschalen;

Gelet op het akkoord van de Minister, bevoegd voor de begroting;

Gelet op het protocol d.d. 24 januari 1995 van sectorcomité IX;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 28 februari 1995,

Besluit :

Artikel 1. De weddeschalen voor het administratief, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de inrichtingen voor kleuter-, lager-, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Franse Gemeenschap volgen de evolutie van de overeenstemmende schalen van de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig bijgaande tabel.

Art. 2. De schalen 300/4, 301/4, 302/4 en 310/4 bestaan uit de overeenstemmende basisschalen vermeerderd met een forfaitair bedrag van F 67 800.

Art. 3. Schaal 330/1 bestaat uit schaal 310/1 vermeerderd met een forfaitair bedrag van F 113 000.

Art. 4. Schaal 330/2 bestaat uit schaal 310/2 vermeerderd met een forfaitair bedrag van F 113 000.

Art. 5. Schaal 230/3 bestaat uit schaal 210/2 vermeerderd met een forfaitair bedrag van F 189 000.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996. Een wachtvergoeding wordt echter voor 1995 toegekend aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden : ze wordt berekend op dezelfde grondslag en vereffend op dezelfde wijze als die, toegepast voor de personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 maart 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Ph. MAHOUX

Wervings- of selectieambt	Overeenstemmende weddeschaal openbaar ambt			
	Indienst-treding	Na 3 jaar	Na 9 jaar	Na 15 jaar
Opzichter	400/1	401/1	402/1	410/1
Bode - kamerbewaarder	400/1	401/1	402/1	410/1
Hulponderhoudswerkman	400/1	401/1	402/1	410/1
Hulpkok	400/1	401/1	402/1	410/1
Onderhoudswerkman	400/1	401/1	402/1	410/1
Nachtwaker	400/1	401/1	402/1	410/1
Opzichter-kopiïst	400/1	401/1	402/1	410/1
Hoofdopzichter	400/1	401/1	402/1	410/1
Klerk	300/1	301/1	302/1	310/1
Klerk-typist	300/1	301/1	302/1	310/1
Klerk-stenotypist	300/1	301/1	302/1	310/1
Kok	300/1	301/1	302/1	310/1
Geschoold onderhoudswerkman	300/1	301/1	302/1	310/1
Geschoold werkman	300/1	301/1	302/1	310/1
Eerste klerk	300/1	301/1	302/1	310/1
Eerste klerk-typist	300/1	301/1	302/1	310/1
Eerste kok	300/1	301/1	302/1	310/1
Eerste geschoold werkman	300/1	301/1	302/1	310/1
Eerste klerk-stenotypist	300/1	301/1	302/1	310/1
Eerste geschoold onderhoudswerkman	300/1	301/1	302/1	310/1
Hersteller van muziekinstrumenten	200/2	201/2	202/2	210/2
Eerste hersteller van muziekinstrumenten	200/2	201/2	202/2	210/2
Opsteller	200/1	201/1	202/1	210/1
Eerste opsteller	200/1	201/1	202/1	210/1
Operateur-technicus	200/1	201/1	202/1	210/1
Secretaris-rekenplichtige	200/1	201/1	202/1	210/1
Eerste secretaris-rekenplichtige	200/1	201/1	202/1	210/1
Rekenplichtig correspondent	200/1	201/1	202/1	210/1
Eerste operateur-technicus	200/1	201/1	202/1	210/1
Eerste rekenplichtig correspondent	200/1	201/1	202/1	210/1
Kunstboekbinder	300/4	301/4	302/4	310/4
Vormer	300/4	301/4	302/4	310/4
Handzetter	300/4	301/4	302/4	310/4
Eerste vormer	300/4	301/4	302/4	310/4
Eerste kunstboekbinder	300/4	301/4	302/4	310/4
Eerste handzetter	300/4	301/4	302/4	310/4
Amanuensis	300/2	301/2	302/2	310/2
Eerste amanuensis	300/2	301/2	302/2	310/2

Mij bekend om gevoegd te worden bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 maart 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,
Ph. MAHOUX

Bevorderingsambt	Overeenstemmende weddeschaal openbaar ambt
Eerste kok-ploegbaas	320/1
Eerste geschoold onderhoudswerkman-ploegbaas	320/1
Eerste geschoold werkman-ploegbaas	320/1
Assistent-bibliothecaris	220/1
Eerste amanuensis-ploegbaas	330/2
Beheerder-secretaris	230/3
Magazijnbediende	330/1
Eerste hoofdopzichter	420/1
Eerste hoofdclerk	330/1

Mij bekend om gevoegd te worden bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 maart 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Ministre van Onderwijs en Audiovisuele Media,
Ph. MAHOX

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 - 2212

[S - C - 29399]

15 MAI 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
établissant le modèle type de contrat-programme
et fixant la procédure de sa conclusion prévus à l'article 10bis du décret du 28 juillet 1992

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels, modifié par le décret du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 1994 déterminant la procédure d'octroi ou de retrait de reconnaissance ainsi que celle relative au classement en catégories et à l'octroi de subventions aux Centres culturels;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er;

Considérant que la reconnaissance et le classement des Centres culturels requièrent l'établissement d'un contrat-programme;

Considérant qu'il est impératif que les Centres culturels puissent fonctionner normalement et sans discontinuité; il est urgent de prendre un arrêté établissant le modèle-type de contrat-programme prévu à l'article 10bis du décret du 28 juillet 1992;

Vu l'urgence ainsi motivée;

Vu l'avis de l'Inspection des finances du 5 mai 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 10 mai 1995;

Sur proposition du Ministre ayant la culture dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 15 mai 1995;

Arrête :

Article 1er. Le contrat-programme visé à l'article 10bis du décret du 28 juillet 1992 est établi selon le modèle-type annexé au présent arrêté.

Art. 2. La procédure de conclusion du contrat-programme est la suivante :

Un projet de contrat-programme est approuvé par l'assemblée générale du Centre culturel. Après classement par la Communauté française, le contrat-programme est signé par les parties concernées.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1995.

Bruxelles, le 15 mai 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de la Culture,

E. TOMAS